

*Initiatives ministérielles*

• (1400)

Évidemment, le député de Mississauga-Sud connaît tous ces chiffres. Pourtant, hier, son ministre n'a pas osé les consigner au compte rendu, malgré mes exhortations répétées pour qu'il le fasse. En effet, à maintes reprises, j'ai mis le ministre au défi de le faire au cours de ses observations.

Si quelqu'un était venu de l'espace et avait écouté le discours du ministre, il aurait cru que l'économie canadienne se portait à merveille. On n'avait jamais entendu discours plus optimiste. Le ministre a cité tous ces chiffres pour montrer combien ses orientations avaient fonctionné, combien on avait jugulé l'inflation, combien le commerce était florissant et combien tout se passait exactement comme le gouvernement l'avait prévu.

Le ministre n'a pas mentionné les 1,5 million de Canadiens qui sont au chômage, ni les souffrances que son gouvernement a infligées aux Canadiens. Il a critiqué le président Clinton de faire une énorme ponction fiscale, mais a omis de dire que, depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement du Canada a retranché de l'économie canadienne 50 milliards de dollars supplémentaires par année en haussant les impôts.

Je demande au député de Mississauga-Sud de me corriger et de me dire qu'il s'agit d'au moins 50 milliards de dollars. Ne s'agit-il pas maintenant de 60 ou 70 milliards? Il connaît peut-être les chiffres. Je suis certain que non, et je sais pourquoi il ne veut pas les citer. Il en a honte. Le gouvernement a pris tout cet argent. Pendant huit ans, il a extorqué tout cet argent aux Canadiens et le déficit s'élève quand même à 30 milliards de dollars. Pour de l'incompétence, ça c'est de l'incompétence! Au moins le président Clinton, lui, a promis de réduire quelque peu le déficit. Ce qu'avait promis ce gouvernement mais qu'il n'a jamais fait. Il a prélevé tous ces impôts mais il n'a jamais réduit le déficit. Quelle gestion!

Mais je ne veux pas m'appesantir là-dessus. Malheureusement, c'est un à-côté du but principal de ce projet de loi. Mais lorsque le ministre des Finances présente ce projet de loi en passant sous silence les dispositions qu'il renferme et en parlant de sa gestion économique en termes louangeurs, on ne peut s'empêcher de dire qu'il y a quelque chose qui ne va pas avec ce ministre. Il ignore les souffrances que les politiques de ce gouvernement ont infligées aux Canadiens dans tout le pays.

Malheureusement, c'est de ces souffrances que nous voulons parler ici. C'est de ça que nous voulons parler à propos des mesures de mise en oeuvre du budget, mais le gouvernement refuse d'écouter. Il veut imposer son bras de fer et forcer la clôture du débat. Il ne veut pas écouter les gens qui sont touchés. Il ne veut pas écouter leurs

représentants qu'ils ont élus à cette Chambre. Il veut seulement faire ce qui lui plaît et imposer sa volonté au peuple canadien.

J'aimerais citer un bref passage du discours prononcé par le président-directeur général de la Banque de Montréal, Matthew Barrett, à la réunion annuelle des actionnaires, le 18 janvier de cette année. Le député de Mississauga-Sud est probablement un ami de M. Barrett, je n'en suis pas certain. En tout cas, je crois qu'il le connaît bien. J'imagine qu'il lui a demandé de comparaître devant le Comité des finances lorsqu'il en était président.

Quoi qu'il en soit, j'ai pensé qu'une ou deux citations aideraient les députés à voir dans quel marasme nous nous trouvons grâce aux politiques du gouvernement. M. Barrett a dit ceci, et je cite: «Du point de vue du pourcentage de ses revenus, le Canada doit plus à l'étranger que tout autre grand pays industrialisé. Et ne vous faites pas d'illusions: des taux d'intérêt élevés sont le prix à payer pour obtenir et retenir ces emprunts.» Bien sûr, le ministre des Finances s'est vanté de ce que les taux d'intérêt sont faibles au Canada. Il a raison de dire qu'ils sont plus faibles qu'avant, mais ils ne sont pas vraiment faibles. Et c'est là le véritable prix de l'endettement pour les Canadiens. Cela coûte cher aux Canadiens. Même si les taux d'intérêt ont baissé, ils sont beaucoup plus élevés au Canada que dans d'autres pays.

M. Barrett a aussi parlé ici de l'endettement du Canada par habitant. Je n'arrive pas à trouver la citation exacte. Je viens de la voir à l'instant. La voici: «La dette publique continue de s'accroître et de s'étendre insidieusement. En 1976, nous devions près de 9 000 \$ par ménage au Canada.» À la fin de 1992, cette dette par ménage était passée à 60 000 \$, dont plus de la moitié est attribuable très directement à la mauvaise gestion du présent gouvernement pendant les huit dernières années.

Je ne peux pas m'en prendre au gouvernement sans m'en prendre aussi à ses amis, les néo-démocrates. Ces deux derniers jours, les néo-démocrates n'ont cessé de promouvoir leur nouveau plan quinquennal. Les Russes ont abandonné les plans de ce genre, je crois, mais voici que le NPD essaie d'en implanter un ici. J'eus cru qu'ils auraient eu le bon sens de les abandonner aussi, mais ce n'est apparemment pas le cas. Ces exemplaires sont difficiles à dénicher. Ce plan a été publié hier seulement et, lorsque j'ai téléphoné ce matin pour en avoir un exemplaire, je n'ai pas pu en obtenir un. Je tiens à remercier le député de Chambly de m'avoir fourni celui-ci. Je remarque que le NPD ne donne pas, mais vend ce plan. Je peux comprendre pourquoi. Cela fait partie de son programme de réduction du déficit.